

Nouvelles tendances et nouveaux enjeux de l'information et de la communication en Afrique

Théophile E. Vittin

*Chercheur associé, Centre
d'Études des Médias,
Université Michel de Montaigne,
Bordeaux III*

theophile.vittin@wanadoo.fr

Dix ans après la démocratisation des pays africains et l'instauration de la liberté d'expression, un nouvel âge de l'information et de la communication s'amorce sur le continent africain : les médias et les pratiques médiatiques connaissent des mutations importantes qui sont amplifiées par l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), notamment Internet, et le phénomène de la mondialisation. Ces mutations engendrent des modalités spécifiques d'insertion de l'Afrique dans l'univers global de la communication ainsi que de nouvelles logiques, d'où des enjeux et défis qu'il convient de mettre en exergue.

Les mutations des paysages médiatiques et les nouvelles pratiques

Depuis la colonisation, l'Afrique a connu de multiples transferts de technologies. En matière d'information et de communication, ces transferts se sont accélérés ces dernières années. Après l'imprimé, la radio et la télévision, les années 1990 ont été marquées par le développement des satellites, de la télématique et de l'informatique et, plus récemment, par l'avènement d'Internet sur le continent. Le satellite a bouleversé toute l'économie de l'information : il a concrétisé, grâce à l'instantanéité de la transmission qui accélère l'internationalisation des informations et des images, l'intégration de l'Afrique dans les circuits internationaux. Il s'en

est suivi une mutation informationnelle sans précédent dont témoignent le foisonnement de la presse privée, l'avènement des radios et télévisions privées, la croissance quasi exponentielle du parc de postes de télévision, le boom des paraboles, la disponibilité de nombreuses chaînes satellitaires dont les images inondent le continent grâce au procédé Multipoint Multichannel Distribution System (MMDS).

En passant, en un temps relativement court, du tam-tam aux paraboles et au cyberspace, l'Afrique connaît un télescopage médiatique accéléré qui génère de multiples conséquences au-delà du pluralisme, de l'abondance de l'offre médiatique aux élites urbaines ou du décroisement des chercheurs africains grâce à Internet souvent mis en avant.

Dans une Afrique désormais happée par la communication mondiale, les NTIC ont des effets induits au-delà de leur impact culturel souvent évoqué. Les différents transferts de technologies, qui sont aussi des transferts de pratiques, de concepts et de contenus, influent sur les attitudes, les manières de penser, les modes de vie, etc., des usagers africains, générant une certaine acculturation. Dans le même temps, ces usagers, en l'occurrence les élites et les franges urbanisées de la population, instrumentalisent ces technologies et en tirent opportunément parti, s'appropriant certains éléments de la culture occidentale tout en rejetant d'autres.

Le contournement des États, la libéralisation des télécommunications, la montée en puissance des médias étrangers, notamment des radios internationales désormais disponibles en FM dans les capitales et villes de provinces francophones et devenues la première source d'information, sont autant de facettes de la nouvelle ère qui s'amorce sur le continent. Parallèlement, Internet se développe, en dépit de multiples limites¹ et contraintes, largement impulsé de l'extérieur par les agences d'aide. Le grand public s'est réapproprié le courrier électronique, devenu le moyen le moins onéreux pour communiquer à l'international (l'Internet tendant à suppléer le téléphone et le fax avec un usage tourné vers l'extérieur). Les diasporas africaines consultent en temps réel les journaux de leur pays, participent à des forums de discussion, tentent de peser sur le cours des événements politiques de leur pays d'origine. Il devient plus facile d'accéder aux journaux maliens depuis Paris ou New York que depuis Mopti ou Tombouctou en raison de la défectuosité des lignes internes de téléphone et des longs délais (jusqu'à une semaine) d'acheminement des journaux sur support papier !

Des usages politiques nouveaux se sont aussi faits jour. Ainsi, chefs d'États, opposants, syndicalistes, étudiants et membres de la société civile instrumentalisent Radio France Internationale pour donner plus

d'écho à leurs prises de position, peser sur les résultats d'une élection, séduire ou alerter les bailleurs de fonds ... Par exemple, la visualisation de l'exécution de Nicolae Ceausescu sur les chaînes satellitaires en 1989 a cristallisé les contestations politiques. En 1998, suite à l'assassinat du journaliste burkinabé Norbert Zongo par des éléments de la garde présidentielle du président Blaise Compaore, la mobilisation internationale ayant contraint le président burkinabé à mettre sur pied une commission d'enquête internationale et à juger les auteurs du crime doit beaucoup aux pétitions de Reporters Sans Frontières sur Internet et à la création par des anonymes d'un site portail sur multimaniam.com où les péripéties de l'affaire Zongo étaient quotidiennement médiatisées alors même que le pouvoir de Ouagadougou essayait de brouiller les cartes et de faire de la rétention d'informations.

De même, lors des élections présidentielles de février et mars 2000 au Sénégal, l'utilisation du téléphone portable par les journalistes (dont la présence était systématique dans les bureaux de vote) a permis la diffusion en temps réel des résultats sur les antennes de radios et aussi sur Internet (où le fichier électoral était consultable en ligne) et a contraint le candidat sortant – Abdou Diouf – à reconnaître sa défaite dans des délais particulièrement courts. Cela a permis d'éviter des affrontements qui étaient redoutés en raison de la tension qui prévalait. Comme en écho au temps mondial² et à ces usages insoupçonnés au départ, nombre de pouvoirs africains sont passés de la censure à la séduction. Ils initient désormais des campagnes de communication politique, multiplient les sondages d'opinion et recourent aux prestations de grand communicateurs français ou américains pour soigner leur image à grand renfort de stratégies-médias et de lobbying.

Les exemples ci-dessus montrent comment les NTIC ont pu être utilisées pour renforcer le pluralisme et contraindre les pouvoirs africains à la transparence. Les usages réels ou spontanés ne coïncident pas toujours rigoureusement avec les potentialités souvent mises en avant. Ces observations invitent à voir comment les NTIC sont utilisées, réinventées mais aussi à mettre en exergue leurs logiques propres. La critique culturelle ne doit pas oblitérer d'autres enjeux de taille : le renforcement de la dépendance des États africains et l'emprise des technologies importées.

Les effets induits de la dépendance et des logiques techniques

L'insertion croissante de l'Afrique dans l'univers global de la communication et l'évolution des paysages et des pratiques médiatiques des Africains s'effectuent à travers ces deux modalités importantes

(dépendance et emprise technologique).

La triple dépendance (technologique, économique et au niveau du savoir-faire) des États africains se conjugue avec leur crise financière chronique et une absence de volonté politique. Cette pusillanimité des États est amplifiée par le contexte actuel où l'information circule à sens unique (du Nord vers le Sud) avec un poids prépondérant des médias occidentaux. L'information étant devenue marchandise et circulant sans frontières, il y a substitution d'une logique libérale de marché à la logique d'équité ayant sous-tendu les revendications pour un Nouvel Ordre mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC) dans les années 1970. Cette logique libérale est puissamment légitimée par les concepts de "Village global", de "Société de l'information" désormais à la mode dans les capitales africaines. L'Afrique assiste impuissante aux mutations mondiales parce qu'elle ne maîtrise ni les mécanismes technologiques, ni les rouages de l'information.

Derrière les néologismes en vogue se cache une défaillance des États africains dans la mise en oeuvre de politiques nationales ou régionales efficaces en matière d'information et de communication. L'Agence panafricaine de Presse (PANA) et l'Union des Radios et Télévisions nationales d'Afrique (URTN) qui étaient censées promouvoir la coopération inter-africaine et une information propre au continent sont tombées en léthargie, la PANA ayant été récemment privatisée et transformée en société anonyme. Bien plus, la dépendance de l'Afrique qui se renforce de plus en plus n'est pas suffisamment appréhendée. Le constat, la conscience ou la critique de cette dépendance, lorsqu'ils interviennent, se font sous une forme symbolique ou s'intègrent à cette même dépendance. Ainsi, lors d'une soirée thématique consacrée à l'Afrique, la chaîne franco-allemande Arte a montré, le 5 octobre 1995, un reportage intitulé : « Mon combat quotidien à la télévision » où l'on a pu voir une journaliste sénégalaise qui, après avoir fustigé le manque de moyens et l'impérialisme culturel français, a eu pour premier réflexe une fois rentrée chez elle de capter... les chaînes françaises pourtant vilipendées l'instant d'avant. Le ministre africain de la Communication qui fustige l'impérialisme culturel des médias occidentaux n'aura pas de scrupules à interrompre sa diatribe pour capter RFI (Radio France Internationale), dont les nombreux journaux parlés quotidiens sur l'Afrique façonnent le budget-temps et rythment la vie des élites urbaines africaines. Les leitmotiv de quatrième pouvoir ou de droit de l'information nourrissent aussi *in fine* cette dépendance puisqu'ils ne peuvent être mis en oeuvre qu'en recourant davantage aux médias, aux technologies et à l'aide provenant de l'étranger.

L'utilité des informations diffusées par les médias étrangers, la rela-

tive incapacité des médias locaux à répondre aux attentes des usagers, l'extraversion économique et politique des États africains, la mondialisation, etc., sont autant de facteurs qui réduisent les marges de manœuvre de l'auditeur africain. Son recours obligé aux médias étrangers et aux NTIC est d'autant plus impératif que ceux-ci servent d'interface entre le continent et l'extérieur (le rôle de fenêtre sur le monde) et sont à même de satisfaire sa demande d'éclairage de l'actualité, d'informations pratiques ou scientifiques, de musique ou de sport.

En fait, dans cette nouvelle ère qui s'amorce, l'emprise des médias – et donc des technologies qui les sous-tendent – laissent peu de marge aux usagers africains. Ces médias imposent leur règne et ont une influence intrinsèque, indépendamment des messages et des intentions des promoteurs ou des industries culturelles étrangères. La détermination de l'offre médiatique et le poids de la logique technique se conjuguent pour exercer une soumission obligée des Africains à un moment où le besoin d'informations et de distractions s'accroît. Le poids et l'attrait de ces technologies (qui symbolisent les capacités scientifiques, le niveau de développement et la puissance de l'Occident) leur assurent une forte pénétration avec parfois des usages spécifiques. C'est ce qui explique que des chauffeurs de taxi analphabètes captent RFI en FM à longueur de journée, ne serait-ce que pour le confort d'écoute bien meilleur que celui de la radio nationale et pour attirer le client. Ou encore, l'école buissonnière de jeunes écoliers induite par l'attrait des films pornographiques diffusés par des vidéo-clubs informels (qui ont d'ailleurs causé la fermeture de nombreuses salles de cinéma) à 50 francs CFA la séance dans certaines villes africaines. On pourrait multiplier les exemples.

Le recours aux médias étrangers permet certes d'obtenir des informations indisponibles localement, mais il engendre aussi une occidentalisation croissante, et surtout l'exportation sur le continent africain des défauts intrinsèques aux médias dans le monde d'aujourd'hui et sur lesquels il existe désormais une littérature abondante. Le découpage subjectif de la réalité, la chasse au scoop, le flot continu de nouvelles, la construction de la réalité à travers des images, des symboles, des concepts, la substitution d'un journalisme interprétatif à un journalisme descriptif (les schémas et modèles sensés éclairer l'utilisateur lui sont en fait imposés, les médias ayant tendance à suppléer le politique), deviennent d'autant plus frappants qu'ils contribuent à accroître une image négative de l'Afrique. En effet, celle-ci est bien souvent présentée comme un continent damné où sévissent la famine, les maladies, les luttes tribales, l'obscurantisme, des régimes tyranniques et corrompus, ploquant sous les effets conjugués de la crise économique et des guerres civiles. *Volens*

nolens, les auditeurs africains intègrent ces images négatives ainsi qu'une construction médiatique de la réalité africaine depuis Londres ou Paris. Qu'elle soit internationale (accès à l'universel) ou africaine (médiatisation des réalités et de la vie politique africaines), l'information est largement maîtrisée et diffusée de l'extérieur. Les médias étrangers disposent d'un pouvoir symbolique, qui produisent et transmettent du sens. Parallèlement, l'intégration de l'Afrique à la vie internationale accentue le rôle de l'information de plus en plus perçue comme ressource, ce qui rehausse le rôle des médias étrangers et des NTIC.

Par un tel processus, l'élite africaine connaît tout des circonstances du décès de la princesse de Galles, des arcanes de la vie politique française ou des "relations" de Monica Lewinsky avec Bill Clinton (dont il aura connu en primeur les détails en lisant le rapport Starr sur le Net). Elle devient parfois hypermétrope, ignorant tout de ce qui se passe à quelques dizaines de kilomètres de la capitale.

Le manque de moyens et de structures adéquates génère une précarité du journaliste qui explique (même s'il ne justifie pas) les insuffisances et les dérives de la nouvelle presse apparue dans les années 1990, ou encore le traitement de l'information en parent pauvre par la majorité des radios privées qui consacrent 70% de leur programmation à la musique. Certaines d'entre elles reprenant, moyennant finances, les journaux parlés de certaines radios internationales ; d'autres étant inféodées à des partis politiques ou à des groupes religieux.

Or, le nouveau modèle d'information véhiculé par les médias étrangers et permis par les NTIC imposent de nouveaux critères auxquels les médias locaux ne sont pas toujours à même répondre : tyrannie du temps réel (pour reprendre l'expression de Paul Virilio) assortie d'un nouvel imaginaire où l'information en continu, la loi du direct, l'instantanéité, le désir latent d'ubiquité, la philosophie de l'urgence, la vitesse du courrier électronique, etc., tiennent une place de choix. Les médias étrangers remplissent aussi une fonction de détermination de l'ordre du jour (agenda-setting) avec le tri, la sélection, la hiérarchisation des événements dont elles disent ce qu'il faut en penser. Ceci engendre un formatage de la réflexion politique pour reprendre une expression de Jean-Claude Guillebaud. À l'heure de la mondialisation où les flux transfrontières se renforcent (que l'on songe à l'effet CNN par exemple), ces différents phénomènes sont banalisés et il paraît parfois anachronique de les rappeler – tant les imaginaires sont nourris par les discours de société de l'information ! Or, la société de l'information, dont les effets d'annonce ne cessent de se multiplier, se fonde largement sur une absence de régulation concertée (ou même de volonté de régulation) au

plan international, une marchandisation des besoins solvables et surtout sur les technologies de l'information. Les dimensions techniques et économiques, rehaussées par la mondialisation, le raz de marée libéral et la dérégulation, s'avèrent dès lors déterminantes ; d'où les enjeux de finalités politiques à assigner aux NTIC et le défi de la maîtrise et de la réappropriation de ces technologies.

Le développement des inégalités

Si les mutations accélérées des paysages médiatiques engendrent des configurations en perpétuel renouvellement, elles accroissent aussi les disparités entre États (le niveau de développement et d'appropriation des NTIC très avancé en Afrique du Sud n'a rien à voir avec celui de la République centrafricaine ou du Togo), mais surtout à l'intérieur de chaque État.

De fait, il y a une accélération des inégalités socio-spatiales au sein de chaque État. Les clivages villes/campagnes, instruits/analphabètes deviennent de plus en plus flagrants tandis que se développent des inégalités d'accès ou d'exposition aux médias et aux technologies de communication plus récentes. Les NTIC, censées favoriser le développement et la démocratie, génèrent également de nouvelles inégalités. On en arrive alors au chevauchement de deux systèmes de communication : l'un, très orienté vers les médias étrangers, la presse et Internet où l'on frise la sur-information ; l'autre, à forte composante rurale, qui est cantonné au bouche à oreilles et aux émissions en langues nationales des médias locaux et celles, plus rares, des médias internationaux.

Cette dualité du système d'information et de communication engendre un fossé culturel croissant. Une minorité urbaine instruite évolue au sein d'enclaves et d'îlots communicationnels³ arrimés à la "communication monde" et souvent déconnectés du pays profond tandis que la majeure partie du territoire national reste cantonnée dans une situation qui n'a guère évolué depuis deux décennies. Cette nouvelle polarisation fabrique de plus en plus d'exclus, ainsi que des frustrés des villes et des banlieues qui ne peuvent accéder aux médias et aux NTIC dont ils mesurent pourtant l'importance, ne serait-ce que par rapport aux facilités induites par le développement du téléphone cellulaire par exemple. De même, l'accessibilité aux NTIC (moyens financiers, ouverture sur le monde, positions professionnelles diverses, mais surtout culture informatique) crée des sous-catégories au sein même de l'élite instruite : des journalistes visitent plusieurs sites de journaux pour avoir des informations

tandis que nombre de leurs confrères n'ont jamais utilisé un ordinateur et *a fortiori* Internet et continuent d'écrire leurs articles à la main. Des professeurs d'université arrimés à des réseaux de recherches étrangers consultent quotidiennement des revues prestigieuses tandis que certains de leurs collègues doivent se contenter d'ouvrages quasiment périmés des bibliothèques universitaires tombées dans la déshérence. C'est donc à une véritable fragmentation des sociétés africaines que l'on assiste.

Dans leur marche vers la modernité, les États africains sont confrontés aux enjeux de l'information et de la communication. Pour faire face à ces enjeux, ils se doivent de relever les défis scientifiques et technologiques, mais aussi de redéfinir des politiques efficaces, ambitieuses et innovantes afin de mieux s'insérer dans les réseaux mondiaux, de juguler les inégalités et autres effets induits des NTIC, d'adapter les nouvelles technologies en partant des usages et autres réappropriations. Mais pour reprendre l'initiative et dégager les enjeux les plus importants, encore faut-il dépasser les poncifs de la technologie "moteur du développement économique et social" (qui incite à brûler les étapes) ou, à l'opposé, ceux de "l'aliénation culturelle" (qui conduit au repli sur soi) ■

Notes

1. Il s'agit notamment de la faiblesse de la télédensité, du parc d'ordinateurs et des ressources, des coûts prohibitifs des équipements informatiques et des communications téléphoniques, de l'inadéquation des infrastructures de télécommunications et de la faible disserte de l'arrière-pays, de l'analphabétisme, de l'absence de politique cohérente et incitative en matière d'internet, etc.
2. L'impératif de s'adapter aux nouvelles données (conditionnalités économique et démocratique, bonne gouvernance, banalisation de l'ingérence à titre humanitaire, bataille de l'opinion et lutte symbolique pour la prise de parole, etc.) amène les États africains à sauvegarder une vitrine démocratique. Il s'agit bien souvent d'une "politique spectacle" destinée à démontrer leur bonne foi libérale, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit même si, dans nombre de cas, les détenteurs de pouvoir récupèrent à leur profit les réformes engagées (privatisations, lutte contre la corruption, élections, etc.).
3. L'on observe, par exemple, l'existence de Centres de recherche (surtout dans le domaine médical) entièrement financés depuis l'extérieur et disposant de système de communication autonome avec accès direct aux satellites, sans recours aux opérateurs historiques nationaux, qui travaillent en partenariat avec des institutions du Nord avec lesquels ils échangent quotidiennement des centaines d'e-mails, procèdent à des vidéoconférences – pratiquement sans aucun lien avec l'État et les institutions locales.

